COMMUNIQUÉ DE PRESSE

VAYRES (GIRONDE) | 18 NOVEMBRE 2026

O-I GLASS : 50 MILLIONS D'EUROS POUR ASSURER L'AVENIR DE VAYRES, TROIS ANS PLUS TARD, LE GROUPE VEUT FERMER L'USINE !

C'est un véritable coup de massue pour les salariés de la verrerie O-I Glass de Vayres, en Gironde. Ce mercredi 18 novembre 2026, le groupe américain a présenté son projet de fermeture définitive de l'établissement. La disparition du site menacerait environ 170 emplois directs, selon le chiffre évoqué dans une question parlementaire rendue publique le 17 novembre, sans compter les conséquences pour les sous-traitants. Une annonce d'une brutalité exceptionnelle, qui intervient moins d'un an après un premier plan de sauvegarde de l'emploi et seulement trois ans après un investissement massif destiné, selon les propres déclarations du groupe, à assurer la pérennité de l'usine. Pour les organisations syndicales du site, cette annonce est incompréhensible et soulève de graves interrogations sur la cohérence des décisions industrielles prises ces dernières années.

En mars 2023, O-I Glass annonçait officiellement un investissement de 50 millions d'euros dans son établissement de Vayres. Le groupe présentait alors cette modernisation comme une étape majeure pour l'avenir du site, avec des technologies innovantes permettant notamment de réduire sa consommation énergétique et ses émissions de CO_2. O-I affirmait que cet investissement devait permettre « d'assurer la pérennité » de la verrerie. Dans sa communication de 2023, l'entreprise revendiquait alors une production de plus de 400 millions de bouteilles par an à Vayres. Ce chiffre historique ne préjuge pas du volume actuel, mais rappelle l'importance industrielle que le groupe reconnaissait au site. Trois ans plus tard, cette même entreprise envisage sa fermeture définitive. **Comment peut-on investir 50 millions d'euros dans une usine pour en assurer l'avenir et décider de la fermer à peine trois ans après ? Comment justifier l'abandon d'un outil industriel aussi récemment modernisé ?**

Cette situation est d'autant plus incompréhensible que le groupe lui-même vantait les atouts industriels et géographiques de Vayres. Située au cœur du vignoble bordelais, la verrerie bénéficie d'un emplacement stratégique pour approvisionner les producteurs et négociants de la région. Dans sa communication de 2023, O-I précisait que 80 % des clients de l'établissement se trouvaient dans un rayon de 100 kilomètres. Le groupe mettait également en avant les avantages environnementaux de cette proximité, la modernisation de son outil de production et sa contribution à la décarbonation de l'industrie verrière. **Ce que le groupe présentait hier comme un investissement stratégique et durable serait aujourd'hui devenu une activité dont il faudrait se séparer ?**

Au-delà des 50 millions d'euros annoncés en 2023, près de 60 millions d'euros d'investissements ont été évoqués publiquement concernant la modernisation du site. Cette situation pose également la question des soutiens publics ayant accompagné la décarbonation de l'établissement. Une question écrite a d'ailleurs été déposée à l'Assemblée nationale le 17 novembre 2026 afin d'interroger le Gouvernement sur les aides accordées au groupe et les engagements qui pouvaient leur être associés. Pour les organisations syndicales, toute la lumière devra être faite sur ces investissements, leur utilisation et les engagements industriels qui les accompagnaient. Il est indispensable de comprendre comment des moyens aussi importants ont pu être mobilisés pour moderniser une usine dont la fermeture est aujourd'hui envisagée.

Mais cette annonce prend une dimension encore plus révoltante lorsqu'on regarde ce que les salariés de Vayres ont déjà subi. En 2025, le groupe O-I a engagé une restructuration majeure dans le cadre de son programme « Fit to Win », avec la suppression de 81 postes et la réorganisation de 61 autres, selon les chiffres rappelés dans une question parlementaire publique, l'arrêt définitif d'un premier four et une transformation profonde de l'organisation du travail. Cette réorganisation était alors présentée comme indispensable pour adapter l'usine aux évolutions du marché, améliorer sa compétitivité et permettre la poursuite de son activité. Les salariés ont été appelés à consentir d'importants sacrifices pour accompagner cette transformation.

Certains ont perdu leur emploi. D'autres, qui avaient parfois passé vingt ou trente ans dans le même métier, ont accepté un reclassement, une nouvelle fonction, de nouveaux horaires ou une modification importante de leurs conditions de travail. Ils ont dû se former, s'adapter à de nouvelles exigences et reconstruire leur organisation professionnelle et personnelle. Tout cela dans l'espoir de permettre à leur usine de continuer à fonctionner. **On leur a demandé de faire des efforts pour préserver Vayres. Ils les ont faits. Aujourd'hui, moins d'un an après, ces mêmes salariés apprennent que le groupe envisage de fermer définitivement leur établissement. C'est une situation profondément injuste et humainement insupportable.**

La chronologie des événements ne fait que renforcer les interrogations. Le 10 mars 2026, le dernier four de production de Vayres a été arrêté dans le cadre d'une suspension d'activité présentée comme temporaire. Sa remise en service était initialement envisagée pour septembre 2026. Elle n'a jamais eu lieu. Pendant des mois, les salariés ont attendu des perspectives concrètes sur la reprise de l'activité, alors même que le groupe venait d'imposer une réorganisation majeure pour assurer l'avenir de l'établissement. Aujourd'hui, cet arrêt temporaire est suivi d'un projet de fermeture définitive. **Les organisations syndicales exigeront de connaître précisément la date à laquelle cette fermeture a été envisagée pour la première fois, les décisions qui ont conduit à cette situation et les raisons pour lesquelles les perspectives industrielles présentées aux salariés ont été aussi rapidement remises en cause.**

Nous ne nions pas les difficultés rencontrées par l'industrie verrière et la filière viticole, ni les conséquences des évolutions de la consommation et des marchés. Mais ces difficultés ne peuvent pas, à elles seules, suffire à justifier l'abandon d'un établissement aussi récemment modernisé. Elles ne peuvent pas davantage dispenser le groupe de répondre aux contradictions entre ses engagements industriels successifs. **Nous refusons que les difficultés économiques invoquées aujourd'hui effacent les responsabilités du groupe dans les choix qui ont conduit Vayres à cette situation.** Nous voulons connaître les alternatives étudiées, les possibilités de maintien de la production et les raisons pour lesquelles les investissements réalisés n'ont pas permis de garantir la poursuite de l'activité.

Cette annonce représente également un choc humain considérable. Derrière la fermeture annoncée, ce sont des salariés qui ont consacré une grande partie de leur carrière à cette usine et qui se retrouvent aujourd'hui confrontés à la perspective de perdre leur emploi. Ce sont également des familles qui doivent désormais s'interroger sur leur avenir, leur situation financière et leurs perspectives professionnelles. Pour certains, cette annonce intervient alors qu'ils viennent à peine de retrouver une stabilité après le précédent plan social. Les conséquences s'étendent également aux salariés des entreprises sous-traitantes, dont l'activité dépend directement du fonctionnement de la verrerie.

Depuis de nombreux mois, les représentants du personnel alertent sur la dégradation du climat social et sur les risques psychosociaux provoqués par les restructurations successives et l'incertitude concernant l'avenir de l'établissement. Les salariés ont traversé un premier plan social, des changements importants d'organisation et l'arrêt prolongé de leur outil de production. Cette nouvelle annonce aggrave nécessairement une situation déjà particulièrement préoccupante. Le groupe O-I doit prendre pleinement la mesure des conséquences de ses décisions sur la santé et les conditions de vie des salariés, et mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour les protéger.

La fermeture de Vayres constituerait par ailleurs une perte industrielle majeure pour la Gironde et le Libournais. Implantée depuis 1969, la verrerie fait partie de l'histoire économique du territoire et représente un savoir-faire industriel reconnu. Sa disparition entraînerait la perte de la dernière verrerie industrielle de Gironde, au cœur d'un bassin viticole qui constitue pourtant un débouché naturel pour la fabrication de bouteilles en verre. Elle fragiliserait également les entreprises sous-traitantes et l'économie locale. **À l'heure où l'État affirme vouloir réindustrialiser la France, développer les circuits courts et accélérer la transition écologique, il serait particulièrement incompréhensible de laisser disparaître un établissement industriel modernisé à grands frais, situé au plus près de ses clients.**

Nous appelons donc les pouvoirs publics, les élus locaux, les parlementaires et l'ensemble des acteurs économiques du territoire à prendre toute la mesure de cette annonce. L'avenir industriel de Vayres ne peut pas être considéré comme une affaire concernant uniquement les dirigeants du groupe O-I. Les conséquences d'une

fermeture toucheraient durablement l'emploi, l'économie locale et la filière industrielle régionale. Nous demandons que toutes les possibilités de maintien d'une activité industrielle soient examinées avec la plus grande rigueur, notamment les solutions de reprise ou de diversification. **La recherche d'un repreneur ne devra en aucun cas constituer une simple formalité destinée à accompagner une fermeture déjà décidée. Elle devra être menée avec de véritables moyens et une volonté réelle de préserver l'activité et les emplois.**

Le groupe O-I devra également assumer pleinement ses responsabilités sociales. Après le plan social de 2025, après les sacrifices déjà consentis par les salariés et les bouleversements professionnels qu'ils ont traversés, **il serait totalement inacceptable que les mesures proposées dans le cadre de cette nouvelle procédure se limitent à reproduire celles du précédent PSE.** La situation actuelle exige des garanties d'une autre ampleur. Les salariés ont déjà payé un prix particulièrement lourd lors de la précédente restructuration. Ceux qui ont accepté de nouveaux postes pour permettre la poursuite de l'activité ne peuvent pas aujourd'hui être pénalisés une seconde fois. Le groupe devra apporter des réponses concrètes et des moyens à la hauteur de la gravité de la situation.

Pour les représentants des salariés de Vayres, les questions sont désormais nombreuses et elles méritent des réponses précises. **Pourquoi avoir investi près de 60 millions d'euros dans une usine si son avenir était aussi incertain ? Pourquoi avoir engagé un plan social en 2025 en présentant la nouvelle organisation comme nécessaire à la poursuite de l'activité ? Pourquoi avoir demandé aux salariés de changer de métier, de poste et de conditions de travail si la fermeture devait finalement être envisagée quelques mois plus tard ? Et surtout, depuis quand le groupe O-I savait-il que l'avenir de Vayres était réellement menacé ?**

En 2023, O-I annonçait investir 50 millions d'euros pour assurer la pérennité de Vayres. En 2025, le groupe imposait un premier plan social et demandait aux salariés de se réorganiser pour permettre à l'usine de continuer à fonctionner. En 2026, il présente un projet de fermeture définitive. Cette succession de décisions appelle des explications que le groupe ne pourra pas éluder.

Les salariés de Vayres ont démontré leur attachement à leur outil industriel. Ils ont accepté les changements, les efforts et les sacrifices qui leur ont été demandés. Ils ont fait confiance aux perspectives industrielles qui leur étaient présentées et ont tout mis en œuvre pour permettre à leur établissement de poursuivre son activité. Aujourd'hui, ils sont en droit d'exiger que le groupe O-I assume les conséquences de ses propres décisions.

Les organisations syndicales de Vayres entendent se battre pour le maintien d'une activité industrielle sur le site, pour la préservation des emplois et pour que toutes les responsabilités soient établies. Si la fermeture devait être confirmée, nous exigerons des garanties et des mesures sociales sans commune mesure avec celles du précédent plan social.

Après avoir demandé autant de sacrifices aux salariés pour sauver leur usine, le groupe O-I ne peut pas aujourd'hui annoncer sa disparition sans devoir rendre des comptes.

Yohann Villaneau

Pour l'intersyndicale O-I Vayres

Références publiques : O-I Glass, communiqué du 30 mars 2023 ; question écrite publiée le 17 novembre 2026 à l'Assemblée nationale ; Le Parisien, 13 novembre 2026.

Les données d'emploi indiquent des emplois menacés, non un nombre définitif de licenciements.